Informations de base	
2002/2126(COS)	Procédure terminée
COS - Procédure sur un document stratégique (historique)	
Application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi	
Voir aussi 1997/0203(CNS)	
Subject	
2.60.03 Aides et interventions d'État 4.15 Politique de l'emploi, lutte contre le chomage	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Economique et monétaire	BERENGUER FUSTER Luis (PSE)	05/11/2001
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	EMPL Emploi et affaires sociales		
Conseil de l'Union européenne			

Date	Evénement	Référence	Résumé
12/04/2002	Publication du document de base non-législatif	N5-0259/2002	Résumé
10/06/2002	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
19/06/2002	Vote en commission		Résumé
19/06/2002	Dépôt du rapport de la commission	A5-0249/2002	
03/09/2002	Débat en plénière	<u> </u>	
04/09/2002	Fin de la procédure au Parlement		
13/11/2003	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2002/2126(COS)

Type de procédure	COS - Procédure sur un document stratégique (historique)
Sous-type de procédure	Document stratégique de la Commission
Modifications et abrogations	Voir aussi 1997/0203(CNS)
Base juridique	Règlement du Parlement EP 148 Règlement du Parlement EP 050
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/5/16308

Portail de documentati	on					
Parlement Européen						
Type de document		Commission	Référence		Date	Résumé
Rapport déposé de la	commission, lecture unique		A5-0249/2002		19/06/2002	
Commission Européer	nne					
Type de document		Référe	nce	Date	•	Résumé
Document de base no	n législatif	N5-025 JO C 0 0014	59/2002 88 12.04.2002, p. 0002-	12/0	4/2002	Résumé
Autres Institutions et o	rganes					
Institution/organe	Type de document	Référe	nce	Date	•	Résumé
EESC	Comité économique et social: rapport	avis, CES08	64/2002	17/0	7/2002	

## Application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi

2002/2126(COS) - 12/04/2002 - Document de base non législatif

OBJECTIF: projet de règlement de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État à l'emploi. CONTENU: le présent projet de règlement est applicable aux régimes d'aides à la création d'emplois, aux régimes d'aides au recrutement de travailleurs défavorisés et handicapés et aux régimes d'aides visant à couvrir le surcoût lié à l'emploi de travailleurs handicapés, et notamment aux aides à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe I du traité, aux aides à la sylviculture et aux aides au secteur des transports. Toutefois, les aides accordées dans le secteur des transports en faveur de la création d'emplois ne sont pas exemptées de l'obligation de notification par le présent règlement. La promotion de l'emploi constitue un objectif essentiel des politiques économique et sociale de la Communauté et de celles de ses membres. La Communauté a défini une stratégie européenne en faveur de l'emploi afin de promouvoir cet objectif. Le chômage reste un problème préoccupant dans certaines parties de la Communauté et certaines catégories de travailleurs ont toujours beaucoup de difficultés à entrer sur le marché du travail. C'est pourquoi il est justifié que les pouvoirs publics prennent des mesures en vue d'inciter les entreprises à augmenter leur niveau d'emploi, en particulier de travailleurs de ces catégories défavorisées. Eu égard à ces considérations, les aides exemptées par le présent règlement devraient avoir pour objet et pour effet de promouvoir l'emploi conformément à la stratégie européenne pour l'emploi, en particulier des travailleurs des catégories défavorisées, sans affecter les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Il faut noter que les aides individuelles à l'emploi doivent toujours être notifiées à la Commission et que le présent règlement ne doit exempter que les aides accordées au titre d'un régime d'aides. Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un

## Application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi